

La rentrée surprise de Jean-Michel Blanquer

Par Danièle Masson

Jean-Michel Blanquer à la une d'hebdomadaires à la place d'Emmanuel Macron pour compenser l'impopularité grandissante de ce dernier? Peut-être. Mais ne bouillons pas notre plaisir.

La grimace de Najat Vallaud-Belkacem, le jour de la passation de pouvoir, les insultes du *Café pédagogique*, site refuge des inquisiteurs de la pédagogie constructiviste, traitant le ministre d'« idéologue », de « retour des émigrés de la Sarkozie », ne pouvaient que nous réjouir.

Leur dépit se comprend: Blanquer fut directeur adjoint de Gilles de Robien en 2006-2007, deux fois recteur et responsable de l'enseignement scolaire sous le gouvernement Fillon, directeur général de l'enseignement scolaire de 2009 à 2012 sous Luc Chatel.

Mais après tout, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, De Gaulle accepta un Yalta culturel: laisser les mains libres à la gauche dans le domaine culturel et de l'éducation, en échange d'un répit social; on pouvait donc penser que, même quand la droite gouvernait, c'était la gauche qui enseignait.

Les missions de l'école

Elle enseigne toujours, en se conformant au plan de 1946 des communistes Langevin

et Wallon, qui prônait l'idéologie marxiste: il n'y a pas de nature humaine; l'homme est l'ensemble des rapports sociaux. La différence entre les hommes est le résultat du conditionnement socioculturel. L'école égalitaire produira donc « l'élévation continue du niveau de la nation ».

Or, c'est cette idéologie que conteste, à longueur d'interviews, dans *Le Figaro*, *Match*, *Valeurs actuelles*, *Causeur*, le nouveau ministre de l'Éducation nationale.

Pourquoi? La réponse la plus évidente est que « l'école égalitaire » rêvée par Langevin et Wallon n'a pas tenu ses promesses, et que la nomenklatura de l'Éducation nationale – sociologues, pédagogues, idéologues – ne peut indéfiniment pratiquer le déni du réel.

Or, le réel, c'est ceci: côté professeurs, le taux de démissions des enseignants débutants a triplé entre 2012 et 2015. Côtés élèves, les enquêtes PISA montrent que la France a désormais le système le plus inégalitaire de l'OCDE. Aujourd'hui, un enfant pauvre n'a plus aucune chance de réussir à l'école. Les élèves d'origine modeste, à Polytechnique, l'ENA, HEC, Normale Sup, étaient 29 % au début des années cinquante, ils sont 9 % à la fin de XX^e siècle. Plus de 140 000 élèves sortent chaque année du système scolaire les



mains vides et la tête pleine de frustrations. Ce que Jean-Michel Blanquer traduit : « la France est dans la moyenne basse. La situation est celle d'une lente, mais réelle dégradation de la maîtrise des deux matières fondamentales : le français et les mathématiques ».

Mais cette réponse n'est pas suffisante. Dans ses annonces, le ministre semble avoir une vision de l'homme et des missions de l'école radicalement différente de celle de ses prédécesseurs. La mission de l'école primaire, répète-t-il c'est ceci : « tous les élèves de CM2 doivent parfaitement lire, écrire et compter ». Et il ajoute cette évidence oubliée : « et respecter autrui ». On est loin de l'école bourdieusienne, qui remplaçait la transmission des savoirs par la lutte obsessionnelle contre les inégalités, on est loin des imprécations de Meirieu : « apprendre à lire, c'est prendre le pouvoir sur les autres », ou de Roland Barthes : « le langage est fasciste parce qu'il cherche à convaincre ».

La méthode privilégiée pour apprendre à lire, c'est la méthode syllabique, que Blanquer a cherché à promouvoir quand il était directeur général de l'enseignement scolaire : « On sait ce qui marche et ce qui ne marche pas. Il faut une approche complète, syllabique et signifiante, être capable de déchiffrer les lettres et les mots et en comprendre le sens ». (*Match*, 6 septembre)

Celui que l'on appelle « le hussard de la rue de Grenelle » décide de rétablir le redoublement, les classes bilangues abolies au nom de l'égalitarisme, les sections européennes au collège, le grec et le latin parce qu'ils sont, *horresco referens*, « à la base de notre langue et de notre identité » et offre en cadeau de rentrée aux élèves de France les *Fables de La*

Fontaine. Il veut en outre revaloriser le bac, « remuscler ce diplôme », et demander aux correcteurs une notation moins laxiste : « la sincérité de la correction caractérisera les temps futurs ». (*Causeur*, septembre 2017)

Et en même temps

Certains mauvais esprits, comme Éric Zemmour, se demandent si Jean-Michel Blanquer n'est pas Docteur Jekyll and Mister Hyde. Son débat dans *Causeur* de septembre, avec Natacha Polony et Élisabeth Lévy, permet peut-être de lui répondre.

Certes, Blanquer est adepte de la formule macronienne « et en même temps ». Élisabeth Lévy pense que, dans les missions de l'école, il faut choisir entre transmission des humanités et formation des futurs salariés. Natacha Polony estime que la mission de l'école n'est pas l'insertion professionnelle mais de « fabriquer (mot malheureux) des hommes libres », non « aliénés par leur absence de savoir ».

Jean-Michel Blanquer veut « transformer sans casser », et sans braquer : l'éducation doit être « un chemin vers la liberté, non la liberté consumériste, mais la liberté construite, pensée ». Mais il personnalise les parcours : les parcours longs conduisent aux études générales, les parcours plus courts à l'enseignement professionnel qui « ne doit pas être déconnecté de la vie économique [...] je ne place ni muraille ni toboggan entre l'école et le monde extérieur, mais des articulations ».

Les humanités voie royale? Sans doute, mais aux « humanités au sens classique » il ajoute les « humanités numériques » : « Savoir comment un monde de plus en plus techno-



logique peut rester un monde humain est la question majeure de notre temps ». À Élisabeth Lévy qui craint la « fétichisation du numérique et des écrans », à Natacha Polony qui remarque que les pays les plus performants, selon les enquêtes PISA, sont ceux dont les élèves utilisent le moins internet et les ordinateurs, il répond par le « discernement: ni le tout numérique ni le zéro numérique ».

Et, alors que l'école de Bourdieu et de Meirieu dessaisissait les familles de leur vocation d'éducatrices, que l'OCDE voulait une école qui se charge de « l'éducation sociale et éthique, l'instruction civique, l'éducation spirituelle », alors que les pédagogistes prêchaient « l'autoconstruction », le professeur devenant un gentil animateur qui aiderait chacun à « construire son itinéraire éducatif », Jean-Michel Blanquer rend aux familles et aux professeurs la dignité de leur vocation. Il exige que soit respectée l'autorité du professeur – « la notion d'autorité est fondamentale » - souligne l'importance des conseils de discipline – « la force doit toujours être du côté du droit » - et reconnaît que « la réussite d'un élève exige qu'il existe une convergence des valeurs entre les parents et l'école ».

Bref, face à ce que Finkelkraut appelle « le fanatisme souriant » de Najat Vallaud Belkacem, Jean-Michel Blanquer semble vouloir réconcilier les acteurs de l'Éducation nationale, redonner à chacun sa place, et rompre avec la pathologie de l'égalité qui, au nom de la non-discrimination, transformait l'égalité des chances en généralisation des malchances : « Beaucoup de choses contre-productives ont été entreprises au nom de l'égalité [...] Une fausse bienveillance a conduit le système vers le bas, pour ne pas discriminer ». (*Causeur*)

Reste que...

Reste que, pour « transformer sans casser », Jean-Michel Blanquer garde à des postes de responsabilité les membres du Conseil Supérieur des programmes et son président en poste sous Najat Vallaud Belkacem, « qui ont inventé ou validé les pires aberrations ». (Natacha Polony). Restent les syndicats qui ont dénoncé le « profil réactionnaire » du ministre ; peu représentatifs certes, mais capables de jeter les élèves dans la rue. Reste la doxa médiatique.

Reste le poids du mammoth, qu'Allègre disait impossible à cornaquer ou dégraisser, lui préférant l'image du dinosaure : « Si on leur marche sur la queue, il faut attendre un temps fou pour que le cerveau s'en aperçoive et réagisse ». Reste surtout le bouleversement des missions de l'école acté par le sommet européen de Lisbonne, en 2000, qui réclamait, pour adapter l'école aux mouvances de l'économie, une école à deux vitesses, très inégalitaire, un petit nombre d'ingénieurs informaticiens et un grand nombre de producteurs à compétences minimales, pour fournir au marché du travail un volume de main-d'œuvre disponible.

Reste enfin à élucider la contradiction entre la politique mise en œuvre par LREM et les annonces du ministre.

Jean-Michel Blanquer, qui se dit partisan de l'excellence, saura-t-il, voudra-t-il, pourra-t-il résister à l'assaut des forces centrifuges, jusque dans ce qui est devenu son propre camp, et réaliser ce qu'il appelle témérement « une forme d'unité nationale autour de l'école? »

Danièle Masson